

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE SPÉCIAL “POST-MUNICIPALES”

12 octobre 2005

Enquête réalisée par téléphone par **PluriConseil**, pour *L'Express*, du 4 au 6 octobre 2005, auprès d'un échantillon de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

En quête de sérénité

Par ERIC NG PING CHEUN

Les questions du présent baromètre, réalisé dans les jours suivant la proclamation des résultats des élections municipales, ont suscité un abondant commentaire des répondants, comme s'il fallait combler le vide laissé par la débâcle de l'Opposition. Jamais auparavant n'avions-nous senti une aussi grande liberté d'expression chez les économistes, les cambistes, les agents de change, les gestionnaires de portefeuille et les directeurs financiers interrogés dans le cadre de nos enquêtes. A un gouvernement qui a maintenant tous les leviers du pouvoir politique, ces analystes économiques et financiers ne demandent qu'une chose : il est temps de revenir à la réalité économique.

L'ampleur de la victoire du gouvernement aux élections municipales ne rassure pas les analystes : 67% ne sont pas sereins, et 80% ne sont pas optimistes, pour la communauté des affaires. Las d'attendre de bons signaux, ils entretiennent peu d'espoirs de voir une action d'éclat au niveau de la politique économique. Si les résultats des municipales confortent le gouvernement que sa politique sociale est payante, les grandes mesures souhaitées par nos analystes pour redresser l'économie relèvent, valeur du jour, du *wishful thinking*.

C'est pourtant le bon moment de prendre des mesures impopulaires. Car seul un Premier ministre adoubé par la population est capable de lui faire accepter des réformes douloureuses. Aussi, il peut mieux arbitrer les différents courants au sein de son équipe, pour décider des meilleures orientations économiques.

Le gouvernement est dans son rôle lorsqu'il fait du social. Mais s'il persiste à privilégier le social sur l'économie pendant le reste de son mandat, comme le pressentent 50% des analystes, "*nous sommes partis pour une situation économique désastreuse*", prévient l'un d'entre eux. Et ce n'est pas l'approche "*rissé poussé*" de l'économie qui permettra d'amortir les trois chocs économiques évoqués par le ministre des Finances.

Ainsi, propose un analyste, il faut libérer l'industrie sucrière de toutes ses contraintes au lieu de rester frileux à tout impact social négatif majeur que pourrait entraîner une véritable restructuration de ce secteur. Dans l'industrie textile, il convient de revoir les lois du travail. Le prix du pétrole, lui, est incontrôlable, mais le gouvernement a plein pouvoir d'accélérer la mise en place de centrales privées de production d'énergie.

Alors que le pays subit des chocs exogènes, il faut bien relancer son économie. Des quatre moteurs de croissance (la consommation privée, l'investissement

privé, la dépense publique, l'exportation), 70% des répondants trouvent meilleure l'approche par l'investissement privé. Explication d'un analyste : *“Le gouvernement n’a pas les moyens financiers de relancer l’économie mauricienne. La politique de dépréciation continue de la roupie n’est qu’illusoire pour le textile. Les ménages sont surendettés. Il reste le privé qui devrait bouger un peu plus pour créer des emplois et prendre un peu plus de risques que d’habitude.”*

Surtout, moins d'interventionnisme étatique ! Pour 57% des répondants, la politique de contrôle des prix est excessive quand on sait que la cherté des produits est *“le fait conjugué de la dépréciation accélérée de la roupie et des augmentations des prix des fournisseurs”*. Un analyste ironise en disant que le gouvernement n'est pas assez interventionniste sur... le taux de change de la roupie, une monnaie qui mériterait d'être assujettie au contrôle des prix.

En tout cas, 83% des analystes sont “insatisfaits” ou “pas suffisamment satisfaits” de la façon dont la Banque de Maurice gère la situation des devises. Au point que 86% des analystes s'attendent à une nouvelle hausse du taux Lombard avant la fin de l'année. Sinon, prévient un analyste, *“by not widening the interest rate differentials and by not intervening in the forex market, the Bank of Mauritius is only fulfilling the foreign currency earners fantasies of having a junk rupee with a low interest rate. This economic nonsense can only be resolved through a genuine commitment to a stability-bias.”*

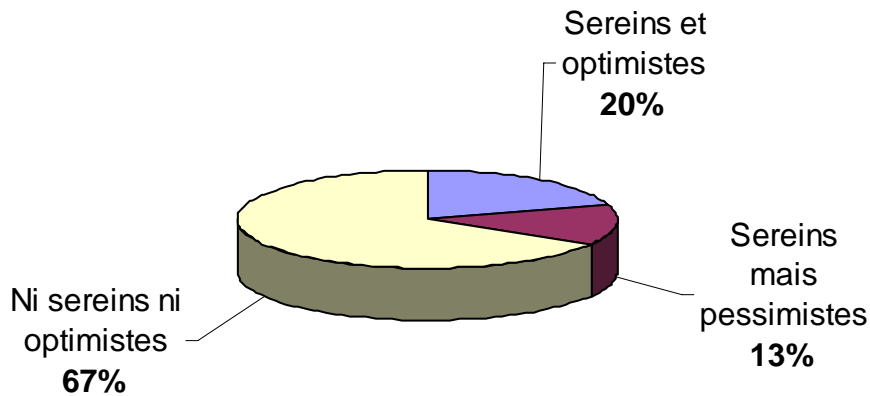
Alors qu'une offre de 100 millions de dollars trouvera preneur facilement sur le marché local, on est confronté actuellement à un rationnement de devises. Et pourtant, observe un analyste, *“the Bank of Mauritius has accumulated forex reserves and booked large profits from those forex deals at the expense of the rupee which has devalued. The primary role of any central bank is to safeguard the purchasing power by keeping inflation in check. This central bank has done the contrary for the sake of making profits in the currency markets. Why is there a need to make so much profit?”*

Seulement trois analystes sur dix sont “suffisamment satisfaits” des 100 premiers jours du régime. Les autres attendent passer la Noël, espérant voir commencer les choses sérieuses au début de 2006. Ce qu'ils souhaitent, c'est qu'après avoir traité la population comme une enfant gâtée, le gouvernement troquera ses habits de Père Noël contre ceux de Père Fouettard.

(www.pluriconseil.com)

1) Après l'écrasante victoire gouvernementale aux élections municipales, êtes-vous pour la **communauté des affaires**...

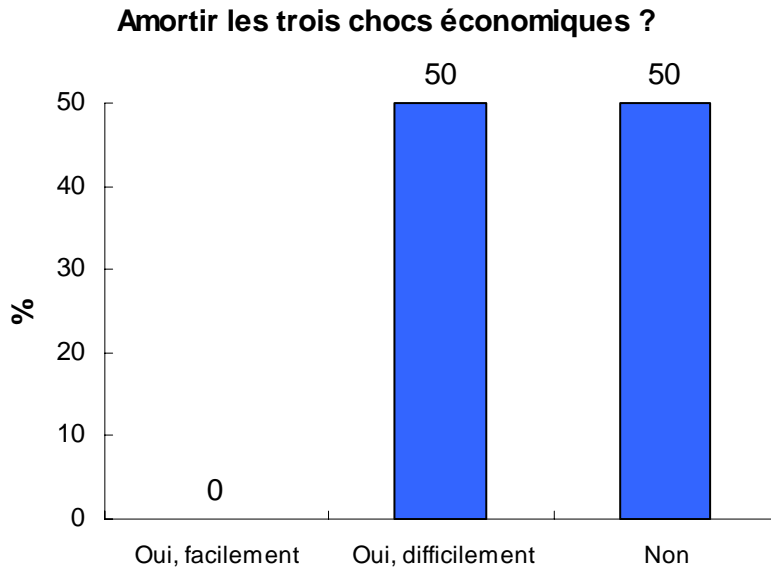
Les sentiments pour la communauté des affaires



Commentaire : Ni sereins ni optimistes

Alors que seulement un analyste sur cinq se montre "serein et optimiste", deux analystes sur trois ne sont "ni sereins ni optimistes" pour la communauté des affaires après l'écrasante victoire du gouvernement aux municipales. Expliquant cette absence de sérénité, un analyste dit craindre que, fort du soutien de la population, le gouvernement sympathise davantage avec les demandes populaires qu'avec les entrepreneurs. Dans un tel cas, les investisseurs hésiteront. Un autre analyste signale une situation intenable dans le secteur des *"fast moving consumer goods"* où se dessinent des plans de licenciements à l'horizon du début de l'année 2006.

2) Pensez-vous que le gouvernement actuel pourra amortir les trois **chocs économiques** (sucre, textile, pétrole) évoqués par le ministre des Finances ?

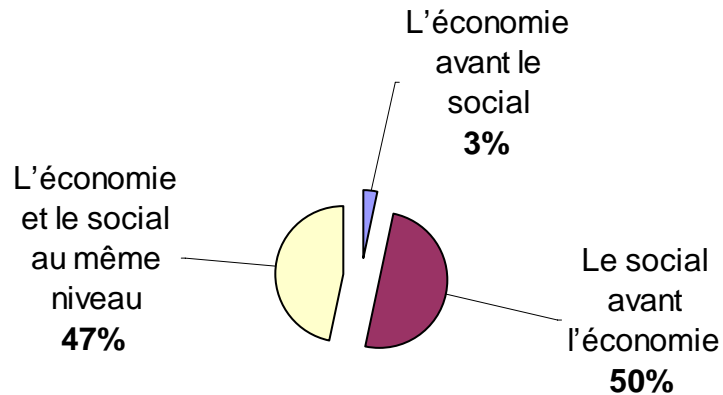


Commentaire : L'économie en état de choc

Les analystes sont unanimes à dire que le gouvernement ne pourra pas amortir, sinon difficilement, les trois chocs économiques évoqués par le ministre des Finances. Six raisons sont avancées : 1) L'impact de l'élimination progressive de l'Accord MultiFibre a déjà fait son effet. 2) L'érosion de nos réserves en devises débouchera sur des tensions sociales. 3) Le gouvernement n'a pas pour l'instant une vision ni une politique de rigueur et de vérité face aux grands problèmes économiques. 4) Les mesures sociales du gouvernement ne répondent pas à l'analyse de l'économie du ministre Sithanen. 5) La situation économique est trop critique pour qu'elle puisse être relevée par un ministre des Finances tout seul. 6) La politique est encore trop présente dans la tête de nos gouvernants.

3) Pensez-vous que le gouvernement, durant tout son mandat, placera...

La priorité du gouvernement

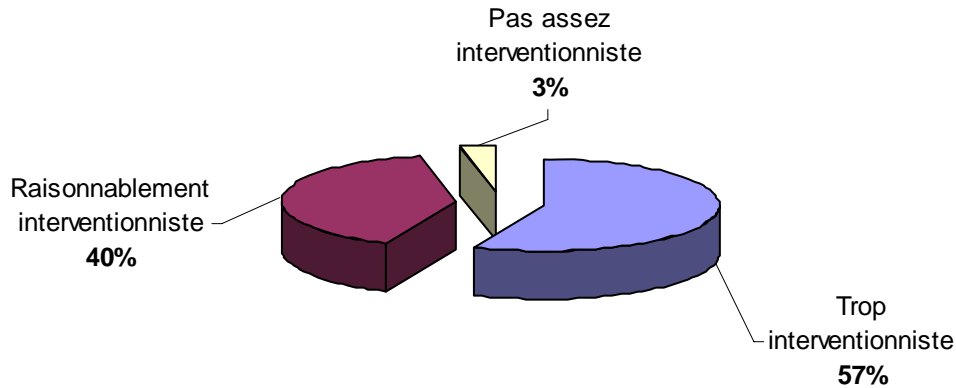


Commentaire : Un gouvernement très social

Les analystes sont convaincus que le gouvernement accordera plus d'attention, sinon autant d'attention, au social qu'à l'économie tout au long de son mandat. Thèse d'un analyste qui pose le débat en ces termes : *"Do we have a choice? This place is a powder keg at the bottom of the pile. Unless there is affirmative actions, we may be facing social unrest."* Antithèse d'un deuxième analyste : *"Le social, c'est bon pour l'immédiat, mais mauvais pour l'avenir."* Synthèse d'un troisième analyste : *"Government will try to win on both social and economic fronts, which is intentionally and ethically sound."*

4) Comment qualifieriez-vous la politique de **contrôle des prix** du gouvernement jusqu'ici ?

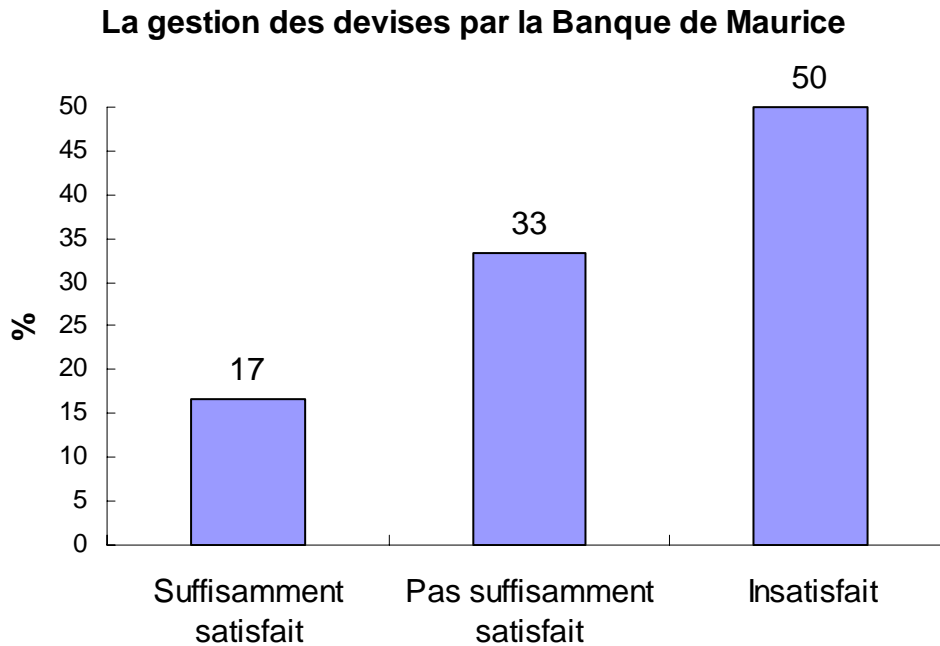
La politique de contrôle des prix



Commentaire : Un gouvernement trop interventionniste

Une majorité absolue d'analystes déplore un gouvernement "trop interventionniste". Pour elle, il faut plutôt casser les monopoles, laisser jouer les forces du marché et subventionner seulement les nécessaires. Cependant, deux analystes sur cinq qualifient de "raisonnable" la politique de contrôle des prix du gouvernement jusqu'ici. Car, selon l'un d'entre eux, *"the market is small and dominated by few players. The supply curve does not get shifted by the market forces."* Toujours est-il, selon un autre analyste, que *"the government is only fire-fighting without understanding that the distortions in the market must be addressed urgently. The rupee is sinking further more versus the USD, how more coherent could one be!"*

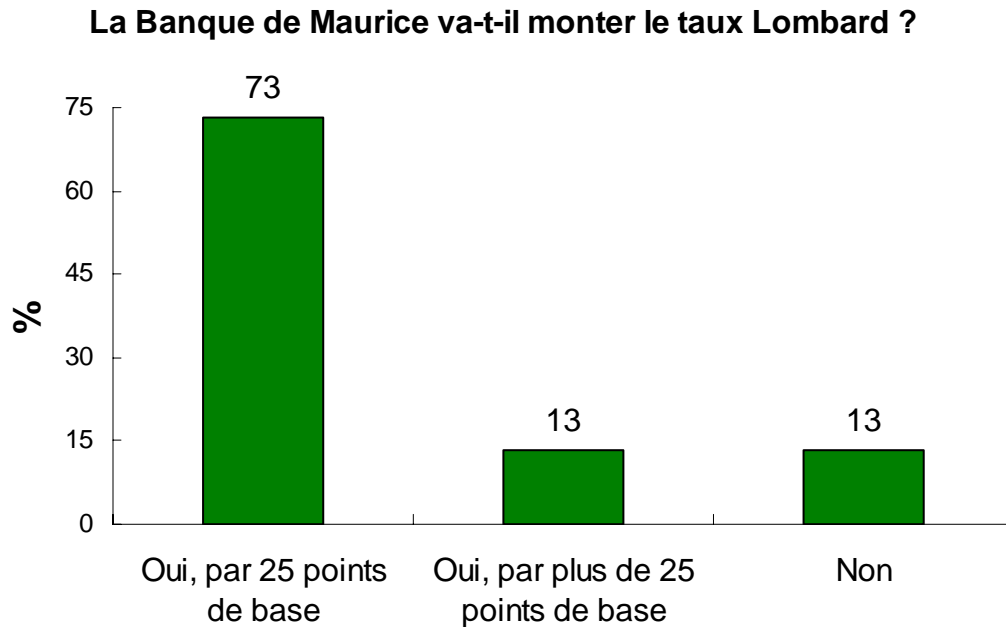
5) Etes-vous satisfait de la façon dont la Banque de Maurice gère la **situation des devises** actuellement ?



Commentaire : La banque centrale ne donne pas satisfaction

Un analyste sur deux dit être “insatisfait” de la façon dont la Banque de Maurice intervient sur le marché interbancaire des changes. A vrai dire, il n’y a aucune intervention, sinon très peu d’intervention, et ce, pour des montants ridicules. Résultat : avec le manque de devises sur le marché, les banques vendent des devises aux entreprises à un taux plus élevé que le taux affiché. L’offre ne suit pas la demande qui a décuplé ces derniers temps. Ce qui détermine l’achat des devises n’est pas le prix (le taux de change), mais la quantité (le volume disponible).

6) Pensez-vous que la Banque de Maurice va encore monter le **taux Lombard** avant la fin de l'année 2005 ?

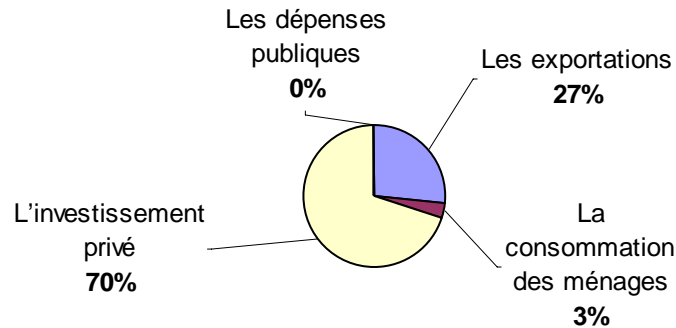


Commentaire : La hausse du taux Lombard pour bientôt

A une très large majorité, les analystes anticipent une nouvelle hausse du taux Lombard avant la fin de la présente année. Car il sera difficile à la Banque de Maurice d'ignorer la forte poussée de l'inflation. Selon la perception d'un analyste, le ministère des Finances n'approuverait qu'une hausse de 25 points de base alors qu'il en faudrait le double. Comme quoi la politique monétaire n'est pas déterminée seulement à la rue Sir William Newton... De toute façon, nous dit un autre analyste, le taux d'intérêt aura peu d'effet sur le taux de change sur un marché de devises illiquide. Et il faudrait un taux de rendement à deux chiffres pour que les acteurs institutionnels acceptent de conserver des roupies.

7) Selon vous, la **meilleure approche** pour relancer l'économie mauricienne est par...

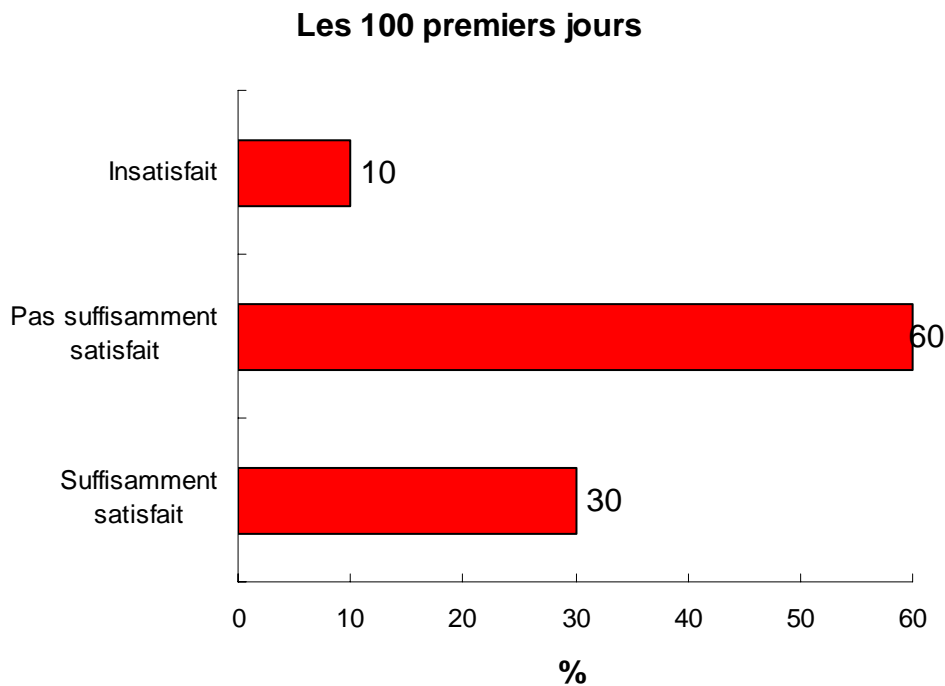
La meilleure approche pour relancer l'économie



Commentaire : Relancer l'économie par l'investissement privé

Aucun analyste ne préconise une relance keynésienne par la dépense publique. Stimuler la consommation des ménages, soit par des subventions directes du gouvernement soit par une baisse du taux de la Taxe à la valeur ajoutée, n'est pas recommandable non plus. Le gouvernement devra, au contraire, décourager la population à vivre au-dessus de ses moyens s'il veut diminuer le déficit chronique de la balance commerciale. La solution, pour sept analystes sur dix, passe par l'investissement privé, local mais surtout étranger, et il sera encouragé, non par une baisse du taux d'intérêt, mais par une amélioration de l'environnement institutionnel. Sinon, vu l'importance d'avoir des devises, 27% des analystes interrogés préfèrent qu'on relance l'économie via les exportations sans toutefois dévaluer la roupie.

8) Globalement, êtes-vous satisfait des **100 premiers jours** du présent régime ?



Commentaire : Voir au-delà des 100 premiers jours

La satisfaction est une notion relative dans la mesure où c'est surtout par comparaison à l'ancien régime que 30% d'analystes sont "suffisamment satisfaits" des cent premiers jours du régime actuel. Pour les autres 70% d'analystes, "pas suffisamment satisfaits" ou "insatisfaits", il existe certainement une volonté de bien faire de la nouvelle équipe au pouvoir. Mais le problème est que : 1) rien de concret n'a été entrepris jusqu'ici pour améliorer la situation économique du pays, et 2) l'approche gouvernementale est restée non-économique et trop électoraliste. Les prochains mois seront critiques pour le gouvernement de faire sortir le secteur privé de son attentisme.

PluriConseil Ltd

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone / Fax: (230) 234 2761

Mobile: (230) 736 1735

Website: www.pluriconseil.com

E-mail: ericnpc@intnet.mu

VAT number: VAT20290904

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.